



Où en seront les bibliothèques camerounaises dans dix ans ?

CHARLES KAMDEM POEGHELA

Centre de lecture et d'animation culturelle de Yaoundé
kam_char@yahoo.fr

Charles Kamdem Poeghela est depuis 2007 directeur du CLAC de Yaoundé. Il est par ailleurs vice président de l'AIFBD (Association internationale francophone des bibliothécaires et documentalistes) en charge de la planification stratégique et membre du comité permanent de la section « Enfants et jeunes adultes » de l'Ifla. Titulaire d'un diplôme en information documentaire de l'Esstic de Yaoundé, il prépare actuellement, dans la même école, un certificat en management de l'information et de la documentation dans l'entreprise. Il a publié plusieurs articles professionnels sur la réalité intergénérationnelle en bibliothèque, la bibliothèque jeunesse, la bibliothèque et le développement durable.

Où en seront les bibliothèques camerounaises dans dix ans ? À la lecture de cette question prospective à l'apparence normale et ordinaire, tout professionnel qui a travaillé ou qui travaille dans une bibliothèque au Cameroun depuis l'indépendance du pays (1960) jusqu'à nos jours (2011), peut légitimement se demander s'il y a un avenir pour les bibliothèques de notre cher et beau pays. Cette attitude peut étonner plus d'une personne, mais on peut la comprendre si on s'arrête un moment pour scruter l'environnement professionnel et juridique des bibliothèques et des bibliothécaires du Cameroun.

État des lieux et typologie des bibliothèques du Cameroun

Pour parler de bibliothèque, il faut d'abord parler de livre, et, pour évoquer le livre, il faut se demander si la lecture est une denrée appréciée des Camerounais (adultes, jeunes et moins jeunes). À l'évidence, on constate que le livre et la lecture sont, aujourd'hui encore, loin d'être un phénomène culturel au Cameroun. Lire n'est pas un réflexe pour la plupart des Camerounais. « *Le livre comme objet culturel n'est pas très recherché dans l'espace camerounais, il est bien plus un objet de promotion sociale, c'est-à-dire le livre prescrit, celui qui permet de réussir à ses examens, aucun rapport à la lecture plaisir*¹. » En

effet, la lecture scolaire, universitaire et la lecture de recherche sont les principales, voire les seules vraies initiatives de lecture au Cameroun. On va dans une bibliothèque simplement parce qu'on a un devoir de classe à préparer, un mémoire à rédiger, une thèse à élaborer ou alors un projet à boucler. C'est toujours de ce type de troc qu'il est question. La lecture plaisir est presque inexistante.

Outre l'évidente cherté de la vie (le salaire minimum est d'environ 45 euros), qui justifie partiellement l'éloignement des lecteurs du livre, il faut ajouter le manque d'enthousiasme et le difficile accès au livre. Le livre coûte trop cher en librairie, et si, dans les bibliothèques, il est gratuit, on ne le dévore que s'il y a un intérêt immédiat.

De ce qui précède, nous voyons bien que la lecture qui doit être à la base de l'amour du livre n'est pas une attitude particulièrement répandue au Cameroun. Cependant, qu'en est-il du peu de Camerounais qui sont des rats de bibliothèque et de librairie ? Ont-ils toujours une offre acceptable en terme d'établissements culturels dont le but est de mettre le livre (support papier et/ou numérique) à la disposition de la population ?

Typologie des bibliothèques camerounaises

Au Cameroun, il existe plusieurs types de bibliothèques plus ou moins viables.

1. Raphaël Thierry, Rapport de fin de stage, master II sur la situation du livre au Cameroun, 2008.

Les bibliothèques universitaires (BU)

Les BU, dont le réseau est relativement vaste puisqu'il couvre plusieurs régions du Cameroun, souffrent grandement de la pauvreté de leurs équipements et de l'obsolescence de leurs fonds. Ici, il faut distinguer les BU publiques des BU privées.

Les bibliothèques universitaires publiques

Les universités de Yaoundé 1, Yaoundé 2 – Soa, Douala, Buéa, Dschang et Ngaoundéré disposent d'une bibliothèque, depuis plusieurs décennies pour certaines d'entre elles. Les universités de Maroua et Bamenda, qui viennent juste d'être créées par décret présidentiel, n'ont pas encore de bâtiments définitifs et par conséquent, elles ne disposent pas de bibliothèque en tant que telles.

Cependant, même la bibliothèque centrale de l'université de Yaoundé 1, la plus ancienne du pays, qui dispose d'un fonds d'environ un million de volumes et qui emploie 78 salariés, peine à répondre aux exigences d'une BU digne de ce nom. Elle dispose pourtant d'une capacité d'accueil de 980 places assises, mais le budget d'acquisition y est presque inexistant ou tout au moins épisodique, ce qui justifie le très faible renouvellement du fonds, au grand désarroi des étudiants, du personnel et des enseignants, tous des utilisateurs quotidiens de l'établissement.

La bibliothèque centrale de l'université de Yaoundé 1 peut être vue comme un miroir des autres BU publiques du pays puisque, à quelques différences près, le tableau est le même, voire moins reluisant, ailleurs.

Il faut toutefois noter qu'à l'instar de la BU de Buéa, plusieurs autres BU sont ou ont été aidées par des chancelleries et organisations étrangères telles que les services français de coopération, l'ambassade des États-Unis, le British Council et d'autres partenaires tels que l'université du Maryland aux États-Unis, ainsi que le campus de Menheim en Allemagne.

Par ailleurs, l'université de Yaoundé 2 – Soa dispose d'un cam-

pus numérique documentaire qui doit encore largement se mettre à jour en ayant davantage de contenus. La bibliothèque centrale de l'université de Dschang compte quant à elle 120 000 ouvrages et 500 places assises.

Enfin, grâce à l'Agence universitaire de la francophonie (AUF)², a été mise sur pied une bibliothèque numérique à l'université de Ngaoundéré.

Les bibliothèques universitaires privées

La BU de l'UCAC (Université catholique d'Afrique centrale) a été créée en 1991. Elle compte deux annexes sur ses deux campus (Nkolbisson et Ekounou). Cette bibliothèque compte près de 70 000 volumes (tous types de documents) et est l'une des rares BU camerounaises visibles sur internet³.

La BU de l'UPAC (Université protestante d'Afrique centrale) est encore dans un état embryonnaire, bien que, depuis quelques années, cette université ait ouvert une section de formation en information documentaire. Elle compte 30 155 ouvrages, et elle est soutenue par la Centrale de littérature chrétienne francophone (CLCF).

Il existe d'autres petites bibliothèques universitaires, ou du moins ce qui en tient lieu, ça et là dans la ville de Yaoundé et dans d'autres villes du pays.

Les bibliothèques scolaires

Les bibliothèques scolaires sont elles aussi réparties entre les écoles publiques et les écoles privées laïques ou confessionnelles.

Dans les écoles publiques (financées par l'état) telles que les écoles primaires et les lycées d'enseignement général ou technique, il devrait y avoir en principe au moins une bibliothèque de façon systématique, puisque, dans certaines d'entre elles, les élèves paient un montant, certes minime, aux fins de fournir la bibliothèque en documents. Or, ces bibliothèques sont très souvent inexistantes,

et, quand elles existent, dans certains cas, il n'y a presque pas de livres ou des livres très peu souvent renouvelés. Pourtant la loi fait obligation à chaque institution d'enseignement de disposer d'une bibliothèque, et le ministère de l'Éducation nationale octroie même des subventions aux établissements chaque année pour soutenir les bibliothèques, sans que cela soit particulièrement visible sur le terrain. Ceci étant dit, quelques rares établissements publics essaient tant bien que mal de maintenir leur bibliothèque en vie. C'est le cas du lycée Général Leclerc de Yaoundé, tout premier lycée du Cameroun.

Les écoles privées, notamment les écoles privées confessionnelles, font beaucoup mieux que les écoles publiques. Les collèges Vogt, Jean Tabi, Liberman, La Retraite, etc., disposent de bibliothèques acceptables pour les besoins de formation de leurs élèves. Les coûts de la scolarité y sont aussi près de dix fois plus importants que dans les écoles d'enseignement secondaire public, ceci pouvant, dans une certaine mesure, expliquer cela.

Les bibliothèques municipales (BM)

Les municipalités sont très peu enclines à créer des bibliothèques au Cameroun. Dans une ville comme Yaoundé, qui compte près de deux millions d'habitants, la principale mairie de la ville, qu'on appelle ici « Communauté urbaine », ne dispose pas de bibliothèque. Quelques municipalités d'arrondissement se débrouillent pour faire vivre leur bibliothèque de manière passablement suffisante. Ces bibliothèques municipales sont très souvent le fruit de la coopération décentralisée, c'est-à-dire qu'elles se créent avec le soutien d'un pays ou d'une municipalité étrangère souvent installée au Nord, en Europe et aux États-Unis notamment. Dans quelques municipalités, telles celles des mairies de Yaoundé 6, Douala 2, Messamena, Sa'a, le fonds documentaires n'est en général pas important, mais c'est déjà une grande victoire que d'avoir une bibliothèque dans un environnement aussi morose.

2. www.auf.org

3. www.ucac-icy.net/online_bib2.html

Les bibliothèques privées

Des bibliothèques privées, généralement de taille modeste, se créent de plus en plus dans des quartiers. Dans une ville comme Yaoundé par exemple, on dénombre quelques bibliothèques privées qui animent, de fort belle manière, les quartiers dans lesquels elles sont implantées. Bien que leurs ressources matérielles, financières, logistiques et techniques soient souvent limitées, cela n'entame que très peu leur détermination à servir la population.

Ainsi, Lucioles est une bibliothèque jeunesse initiée à Yaoundé par l'institution Thérésienne, association internationale de laïcs catholiques. La bibliothèque est ouverte aux enfants et adolescents de l'arrondissement de Yaoundé 7 dans un local, ainsi qu'aux enfants en difficulté des rues et des centres d'accueil de Yaoundé. Cette petite bibliothèque est quasiment une référence en matière d'animation jeunesse au Cameroun. C'est la seule bibliothèque à Yaoundé qui va directement, grâce à son bibliobus, à la rencontre des enfants de la rue pour leur apporter de la lecture⁴.

En 2004, la «Maison des savoirs» (MDS) prit ancrage dans le quartier populaire d'Etoudi vers le nord de la ville de Yaoundé. Elle compte plusieurs centaines d'abonnés. Cette bibliothèque associative qui compte près de 3 000 volumes est visible sur internet⁵.

La «Bonne Case» est un orphelinat au sein duquel a été érigée une bibliothèque depuis 2004. Elle est située dans la ville de Bagangté, elle aussi est visible sur internet⁶.

L'association «Kalati, on lit au Cameroun», basée en France, travaillant en France et au Cameroun, a pour objectifs d'aider à la création et à l'équipement de bibliothèques dans les villages, les écoles et lycées, les villages d'enfants, les prisons..., et de former

à la gestion et à l'animation les personnes responsables des bibliothèques créées. Cette association, de loin l'une des plus dynamiques en matière de création et de soutien aux bibliothèques, a des raisons d'être fière de son action concrète sur le terrain⁷.

Le centre culturel Francis Bebey de Yaoundé a mis sur pied une bibliothèque, au grand bonheur de la jeunesse, depuis près de deux ans. Cette bibliothèque compte environ 1 000 volumes⁸.

Le centre de lecture et d'animation culturelle (CLAC) de Yaoundé se positionne comme étant l'une des bibliothèques privées les plus en verve du pays. Fondé par un bibliothécaire, cet espace est à mi-chemin entre une bibliothèque de lecture publique classique et une petite bibliothèque universitaire. Son fonds estimé à 10 000 volumes ainsi que son espace public multimédia (EPM) d'une douzaine d'ordinateurs connectés à internet en font un lieu de vie pour ses usagers. Le CLAC a vu le jour en 2007, il est partenaire du centre culturel français de Yaoundé, mais surtout de Bibliothèques sans frontières, qui est son principal soutien⁹.

Le réseau de lecture publique

Jusqu'aux débuts des années 2000, il existait cinq bibliothèques relevant du réseau des alliances franco-camerounaises, celles de Garoua, Ngaoundéré, Dschang, Bamenda, Buéa. Aujourd'hui, il n'en reste que trois, qui sont largement prises en charge par l'ambassade de France (celles de Dschang, Garoua, Bamenda), l'alliance franco-camerounaise de Ngaoundéré ayant fermé ses portes depuis plusieurs années, et celle de Buéa n'étant plus soutenue par la coopération française.

Le réseau des alliances franco-camerounaises, association de droit local soutenue par la Fondation Alliance de Paris et les centres culturels français (CCF) de Yaoundé et Douala, constitue et continue d'être perçu, à juste titre, comme étant le plus grand réseau de lecture publique au Cameroun. Les CCF de Yaoundé et Douala comptent environ 35 000 livres et périodiques pour environ 6 000 abonnés. Les trois alliances franco-camerounaises encore très actives (Dschang, Bamenda, Garoua) affichent un fonds de près de 31 000 volumes pour environ 3 000 abonnés. Les budgets d'acquisition, en 2004, de ces trois alliances, approchaient les 20 000 euros par an contre environ 40 000 euros pour les deux CCF, ce qui fait un total cumulé de 60 000 euros.

Aucune bibliothèque camerounaise, bibliothèques universitaires comprises, ne peut se targuer d'un tel budget affecté aux acquisitions, même si, en principe, une université comme celle de Yaoundé 1, qui compte près de 15 000 étudiants, devrait avoir à elle seule un budget d'acquisitions annuel largement supérieur à 60 000 euros.

Impossible de boucler cet état des lieux sans faire mention de la présence des bibliothèques de l'ambassade des États-Unis, du British Council, du Goethe Institut et d'autres bibliothèques et centres de documentation des organisations onusiennes présentes au Cameroun, ainsi que d'autres organisations internationales et locales telles que la Fondation Paul Ango Ela, Doual'Art, qui sont des établissements spécialisés.

Il serait également juste d'écrire que les gouvernements camerounais et français avaient mis sur pied, dès la fin des années 1990, un grand projet de lecture publique dont la face visible aujourd'hui est la «centrale de lecture publique» de Yaoundé. Sitôt la France partie du projet, celui-ci semble, depuis plus d'une décennie, dans un état quasi comateux. Il était initialement question de faire vivre et rayonner la centrale de lecture publique de Yaoundé, mais aussi d'en créer dans les chefs-lieux des dix régions du Cameroun. Mais à ce jour, seule l'initiative de Yaoundé existe vraiment, bien qu'elle soit moribonde.

4. Lucioles sur Facebook : <https://www.facebook.com/pages/Biblioth%C3%A8que-Lucioles/152494091473828?v=info>

5. www.maison-savoirs.ovh.org/?pg=biblio

6. <http://labonnecase.com/public/index.php>

7. <http://associationkalati.hautetfort.com>

8. <http://centreculturelfrancisbeway.over-blog.com>

9. www.leclac.org

Voir aussi, dans ce dossier du BBF, l'article de Jérémy Lachal, «Bibliothèques sans frontières», p. 94-96.

Cameroun



Sud 2010 : aperçu de la 2^e Triennale d'art public de Douala. Photo : Roberto Paci Dalò sur Flickr (licence CC-by 2.0)

La république du Cameroun est un pays d'Afrique centrale et occidentale. Sur le plan administratif, le Cameroun compte dix régions et 58 départements. Il possède 590 km² de côtes très découpées le long de l'océan Atlantique. Très étendu en latitude (1 200 km du nord au sud), le Cameroun est, par sa superficie de 475 442 km² et sa population d'environ 19,4 millions d'habitants, un pays de taille moyenne en Afrique.

On recense au Cameroun plus de 200 langues, et le pays n'a pas de langue régionale dominante ou commune, même si le Foulbé est largement usité comme langue d'échange dans le grand Nord du pays. En ce qui concerne les langues officielles, le français (plus de 80 % de la population est francophone ; la plus grande ville, Douala, étant francophone à 99 %) et l'anglais (parlé dans deux régions administratives – Nord-Ouest et Sud-Ouest, limitrophes du Nigeria anglophone) sont les deux langues de l'administration, de l'enseignement et des médias. Ce bilinguisme est un héritage de la colonisa-

tion et permet au Cameroun de faire à la fois partie du monde francophone et anglophone. Le Cameroun compte sept universités d'État, une dizaine d'universités privées et une cinquantaine d'instituts universitaires parapublics et privés répartis sur l'ensemble du territoire. En 2008, on dénombrait plus de 140 000 étudiants.

Le pays compte des centaines d'établissements d'enseignement maternel, primaire, secondaire. Dans les grands centres urbains, l'alphabétisation est presque totale alors que certaines régions du Cameroun, notamment la zone septentrionale, souffrent encore d'une sous-alphabétisation.

La situation des bibliothèques au Cameroun est plus que contrastée. Ainsi, la plupart des écoles primaires sont dépourvues de bibliothèque, et l'argent officiellement affecté à ces tâches (300 francs par élève) est largement utilisé par les chefs d'établissement à d'autres fins, tout comme les locaux de bibliothèque sont le plus souvent utilisés comme salles de cours. La même situation

prévaut peu ou prou pour les bibliothèques universitaires. La Bibliothèque nationale a été établie en 1952, mais ses collections restent assez réduites.

Il existe cependant quelques établissements de formation professionnelle dans le pays : l'Estoc – l'École supérieure des sciences et techniques de l'information et de la communication –, structure d'État qui dispense, entre autres formations, celles en bibliothéconomie. L'Institut panafricain pour le développement en Afrique centrale (IPD-AC) de Douala, institution régionale qui a été créée en 1965, appartient quant à lui au réseau de l'Association internationale Institut panafricain pour le développement (IPD). Il est composé d'un secrétariat général basé à Douala et de quatre instituts régionaux. Enfin, l'UPAC, l'Université protestante d'Afrique centrale, a ouvert le second cycle de son école de documentation depuis 2009.

Yves Desrichard
Enssib

Vision prospective des bibliothèques camerounaises au cours de la prochaine décennie

Bien malin qui saura dire ce que seront les bibliothèques camerounaises dans un an, et il est plus difficile encore de dire ce qu'elles seront dans dix ans. Il est d'autant plus compliqué de le faire qu'en ce moment il n'existe que très peu de planification de la part des pouvoirs publics en ce qui concerne l'avenir des métiers du livre en général et des bibliothèques en particulier.

Ceci étant dit, avec la création depuis quelques années d'une « direction du livre et des bibliothèques » au ministère de la Culture, le gouvernement montre de plus en plus son intérêt pour la promotion des bibliothèques. De plus, l'état du Cameroun est en train de mettre en route un processus de décentralisation qui fait obligation aux mairies de s'occuper de la culture et donc de créer des bibliothèques et de recruter des professionnels pour s'en occuper. Ces initiatives du gouvernement, même si elles n'ont pas encore fortement pris pied, augurent peut-être d'une décennie à venir plus productive en matière de développement culturel et de développement des bibliothèques en particulier.

De plus, on observe une certaine prise de conscience de la part des bibliothèques universitaires, qui essaient de se regrouper au sein de consortiums afin d'être plus fortes ensemble et décrocher des financements plus importants. Dans les dix ans à venir, il est possible que les BU soient plus influentes, mieux organisées, avec des budgets acceptables, du personnel mieux formé et davantage motivé qu'aujourd'hui.

En 2010, l'Ifla a retenu le Cameroun parmi les trois pays qui bénéficieront du programme BSLA (Building Strong Library Association)¹⁰. L'Abadcam (Association des bibliothécaires archivistes documentalistes et muséographes du Cameroun), qui est la plus grande association de professionnels du pays, profite de ce projet de l'Ifla pour se renforcer. L'Abadcam a, pendant de nombreuses années, sombré dans l'inaction, cette situation ayant empiré avec la mort de son président en 2006-2007. Il y a bon espoir qu'avec ce programme de l'Ifla, l'association nationale se professionnalise et sera assurément plus utile aux bibliothécaires et aux bibliothèques dans la décennie à venir.

L'un des chantiers importants que les pouvoirs publics et l'Abadcam pourraient mettre en œuvre est de définir un statut juridique des métiers de la bibliothèque, de l'agent de bibliothèque au conservateur en chef de bibliothèque. Il n'y a pas un seul texte officiel qui consacre distinctement ces différents métiers de la bibliothèque avec les avantages et le respect que cela imposerait. C'est pourtant une urgence si l'on veut davantage valoriser les métiers de la bibliothèque et par ricochet espérer une décennie plus « reluisante ».

Le secteur privé – ou mieux, l'initiative privée – semble très dynamique aujourd'hui dans le secteur des bibliothèques et nous pensons que ce secteur tirera le réseau des bibliothèques dans la décennie qui vient.

Le CLAC de Yaoundé, qui est une initiative totalement privée, sera l'un des fers de lance des bibliothèques au Cameroun dans les dix ans à venir. En effet, grâce à ses partenaires, et

notamment Bibliothèques sans frontières, le CLAC de Yaoundé, qui pourrait changer de dénomination, est sur plusieurs chantiers d'avenir. Le premier chantier est celui de l'extension de son site actuel au quartier Mimbo-man-Liberté, et démarrera avant la fin de 2011. L'autre projet, qui consistera à créer une grande bibliothèque et en même temps un grand centre culturel et des métiers du livre à Yaoundé, pourrait voir le jour d'ici 2013. Ces deux projets, non seulement renforceront l'existant, mais en plus généreront des emplois supplémentaires pour les professionnels de la bibliothèque et des métiers du livre.

D'ici à dix ans, la coopération décentralisée, et plus précisément le soutien de la France aux bibliothèques, aura presque disparu. D'ailleurs, le réseau des médiathèques françaises au Cameroun semble vivre en sursis au jour le jour. De plus en plus de postes jusqu'ici détenus par des Français se « camerounisent », et cela montre très clairement le retrait progressif de cette coopération qui finira par s'évanouir dans les prochaines années.

La décennie à venir sera rose pour les bibliothèques au Cameroun si le secteur privé, les pouvoirs publics, les associations professionnelles et aussi la grande école de documentation du Cameroun qu'est l'Esstic¹¹ se mettent ensemble pour planifier, par des actions concrètes, l'avenir des bibliothèques et des professionnels. ●

Septembre 2011

10. www.ifla.org/bsla

11. École supérieure des sciences et techniques de l'information et de la communication : www.universite-ydez.org/index.php?id=46